

Intégrité de la Gouvernance des Forêts en Afrique centrale

Yaoundé, Cameroun

Conclusions et recommandations

La corruption constitue un problème majeur dans la gestion des ressources environnementales. Qu'il s'agisse du pétrole ou de l'eau, de la pêche ou de la conservation de la faune, la corruption annihile la plupart des efforts accomplis ces dernières années dans la gouvernance nationale et mondiale.

Ceci se ressent particulièrement dans le secteur forestier. En effet, la corruption et l'absence d'intégrité dans la gouvernance forestière réduisent à néant l'essentiel du profit qu'un pays peut tirer de ses ressources forestières. La corruption, définie comme "*L'abus d'un pouvoir reçu en délégation à des fins d'enrichissement personnel*" apparaît comme le principal catalyseur de l'exploitation illégale des forêts, la déforestation incontrôlée et une gouvernance forestière inappropriée. L'échec assez généralisé de la gouvernance forestière et le rôle persistant de la corruption ont un impact direct et sérieux sur l'environnement et la biodiversité, les communautés forestières pauvres, l'économie et le développement social.

C'est fort de ces constats que Transparency International (TI), principale organisation de la société civile qui lutte contre la corruption dans le monde, a élaboré un programme dénommé Programme sur l'Intégrité de la gouvernance des forêts (FGI), dont l'objectif est de lutter contre la corruption dans le secteur forestier.

A ce jour, le multi-projet dénommé Programme sur l'Intégrité de la gouvernance des forêts (FGI) est mené dans des pays riches en forêts de la région Asie-Pacifique. Etant donné l'intérêt exprimé par bon nombre de nationaux ainsi que des OSC internationales, Transparency International envisage désormais de mener un programme similaire dans la région Afrique centrale et dans le Bassin de l'Amazonie.

Comme première étape de ce processus, Transparency International a organisé un atelier de deux jours sur l'Intégrité de la gouvernance forestière en Afrique centrale, les 23 et 24 novembre 2011 à Yaoundé au Cameroun. L'atelier était organisé conjointement par le Département Afrique & Moyen Orient du Secrétariat de TI, le Programme Intégrité de la gouvernance forestière, et la Section nationale de TI au Cameroun.

L'Afrique centrale abrite la seconde plus large réserve de forêts tropicales humides au monde. Les forêts jouent un rôle clé pour le bien-être environnemental et représentent une opportunité considérable de promotion du développement économique et social car elles constituent une source majeure de revenus pour les gouvernements de la région Afrique centrale :

selon la FAO, le secteur forêt contribue pour plus de 60% dans le PNB des pays de cette région.

L'objectif de l'atelier était de servir de point de départ pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme sur la forêt en Afrique subsaharienne et plus particulièrement dans la région très boisée de l'Afrique centrale. TI espère également trouver des partenaires et lancer de nouvelles collaborations dans la région. L'atelier réunissait des représentants des institutions gouvernementales et de la société civile de la plupart des pays de la région Afrique centrale : RDC, République du Congo, RCA, Gabon, et bien sur Cameroun. Y ont également participé des membres du staff du Programme forêts et du Département Afrique de TI-S, du Projet forestier de TI au Vietnam, ainsi que des experts techniques.

L'atelier s'est voulu un exercice d'évaluation des possibilités au terme duquel ont été adoptées un certain nombre de recommandations relatives aux actions nécessaires à la lutte contre la corruption dans le secteur forestier, dans une région où les forêts, en plus d'être des sources de revenus importantes pour les États, restent des biens écologiques et des moyens de subsistance vitaux.

Renforcer l'intégrité dans la gouvernance forestière en Afrique centrale

Suivant le modèle qui avait été utilisé en Asie-Pacifique en 2008, cet atelier n'est pas un événement isolé mais vise clairement à élaborer un programme à grande échelle pour l'Afrique centrale, basé sur les besoins et opinions des parties prenantes. Les conclusions de l'atelier serviront de base à la conception du programme, y compris l'étendue des activités et l'approche à adopter. L'atelier a permis d'explorer les principaux enjeux dans la sous-région, les parties prenantes essentielles, les actions à attendre de la part des institutions étatiques, et les changements de politiques que TI et d'autres organisations pourraient demander et appuyer.

Grâce à cet atelier, les parties prenantes locales ont été identifiées et impliquées depuis la phase de conception du programme.

Il est utile de mentionner la genèse de cet atelier afin de comprendre pourquoi TI, une organisation de lutte contre la corruption, s'engage dans le secteur forestier. Le Programme sur l'Intégrité de la gouvernance forestière (FGI) a été initié par les Sections nationales de TI en Asie Pacifique, qui voyaient leurs ressources naturelles s'épuiser à un rythme effréné sans que leurs économies en bénéficient. La foresterie est importante pour la région, sur le plan économique et social, car le secteur forestier génère des revenus, impôts et taxes provenant des industries annexes et des transports. L'exploitation illégale privait ainsi le pays de ses ressources naturelles, financières et sociales. Et la corruption apparaît comme le principal catalyseur de cette exploitation illégale et du commerce du bois s'y rapportant.

Il convient cependant de préciser que ces Sections nationales ne considéraient pas l'utilisation du bois comme problématique. Elles reconnaissent qu'une gouvernance forestière durable, légale et débarrassée de corruption pourrait permettre d'atteindre des niveaux élevés de réduction de la pauvreté et de développement économique. Cela peut avoir pour conséquence des avancées en matière de gouvernance démocratique, redevabilité gouvernementale, légalité, intégrité judiciaire, droits de l'homme, protection de l'environnement, responsabilité sociale des entreprises et diligence raisonnable des institutions financières.

C'est au regard de la dimension internationale de l'industrie légale et illégale du bois que les sections ont demandé au Secrétariat de TI de développer un programme régional et mondial sur la gouvernance forestière visant à compléter leur travail sur le plan national.

Développé en réponse à ces demandes, le Programme FGI entend par conséquent travailler dans les pays forestiers, exportateurs de bois, de transit et de transformation mais aussi les pays de destination finale de ces bois. Il vise à influencer les gouvernements afin que ceux-ci reconnaissent les effets dévastateurs de la corruption dans le secteur forêt et appuyer les politiques visant à lutter contre cette corruption.

Le Programme est maintenant actif depuis trois ans et comporte différents projets sur la recherche, le plaidoyer, le développement d'outils de plaidoyer, le renforcement des capacités, la collecte et le rassemblement des bonnes pratiques ainsi que les questions de corruption et de transformation du bois dans le cadre du processus REDD.

Voici donc un programme que nous souhaiterions répliquer en Afrique centrale du fait de la demande des parties prenantes.

Enrayer la corruption

Il convient de noter que l'approche de lutte contre la corruption de TI n'a pas uniquement trait aux lois et à leur application. La méthodologie de TI, appuyée par des recherches à l'échelle mondiale est que, si un pays souhaite lutter contre la corruption, sur le plan national ou dans un secteur précis, celui-ci doit partir d'un certain nombre d'institutions sur lesquelles repose l'intégrité d'un pays. Ces institutions constituent ce que l'on appelle le Système National d'Intégrité (SNI) de ce pays. Elles vont des institutions de contrôle aux médias indépendants ayant la capacité de rapporter des actes de corruption, un système judiciaire bien formé et des citoyens informés et actifs, etc. Pour lutter contre la corruption toutes ces institutions doivent être renforcées et soutenues. TI désigne généralement ces institutions comme les piliers d'intégrité et représente l'ensemble du SNI comme un temple, dont le toit est soutenu par ces piliers. Certains de ces piliers sont peut-être déjà forts et pourraient nécessiter peu de ressources et de temps. Il pourrait également être question d'identifier les priorités dans lesquelles nous souhaiterions travailler. Bien que certaines de ces institutions puissent être directement

liées au secteur forestier, les solutions de lutte contre la corruption dans le secteur forestier peuvent aller bien au-delà de ce seul secteur.

Les conclusions de l'atelier sont en faveur de cette approche fondamentale de compréhension et de lutte contre la corruption. Ainsi, la plupart des participants ont suggéré que les institutions non forestières devraient également être renforcées et cela se reflète dans les recommandations.

Plaidoyer et sensibilisation

Bien que les OSC environnementales aient la réputation de critiquer les politiques gouvernementales et le secteur privé, TI ne considère pas cette approche antagoniste comme étant utile en matière de lutte contre la corruption. Pour renforcer l'intégrité, les OSC et les citoyens doivent avoir une relation constructive et non d'antagonisme avec les gouvernements, les entreprises, même si leurs intérêts peuvent parfois être divergents. Il est certes bon de se montrer fortement critique lorsque cela s'avère nécessaire, mais il est également important de soutenir des réformes dont les processus ont été enclenchés par les gouvernements (ou le secteur privé).

Voilà pourquoi notre méthodologie de travail consistera à développer une coopération efficace avec les partenaires, y compris les gouvernements, OSC, bailleurs de fonds, ONG internationales et organisations intergouvernementales. Nous bâtirons des réseaux avec ces organisations et initiatives recherchant les mêmes buts et objectifs afin de développer des stratégies de plaidoyer et activités à travers des processus multi acteurs et des consultations.

Les participants de l'atelier ont tous adhéré à ces principes et c'est sur cette base qu'ont été adoptées les initiatives et actions ci-après.

Conclusions de l'atelier

Le groupe a identifié des problèmes majeurs qui étaient source de risques de corruption :

- Faible connaissance de la corruption et des moyens de l'éviter
- Mauvaise rémunération des fonctionnaires qui ne permet pas un niveau de vie suffisant
- Influence politique sur l'application des lois en matière de gestion des ressources naturelles
- Influence indue des élites politiques, militaires et administratives
- Non prise en compte des considérations des différentes parties prenantes (notamment pour les problèmes liés au zonage et aux communautés locales)

- Manque de capacités des parties prenantes, notamment des agences de contrôle (faibles ressources humaines, absence de motivation pour agir de façon intègre)
- Manque d'harmonisation entre les textes législatifs et absence de coopération entre les institutions du secteur forestier, particulièrement pour les problèmes liés au zonage et aux conflits d'intérêts.
- Inadaptation des lois au contexte ou à la réalité actuelle, qui constitue un obstacle à l'application des lois
- Suivi insuffisant du secteur
- Traçabilité insuffisante des produits forestiers et des revenus forestiers
- Faible accès et diffusion des informations sur le secteur forestier

Celles-ci sont de quatre ordres:

- Renforcement des capacités du secteur privé, des gouvernements et des OSC pour reconnaître la corruption et incorporer les outils de lutte contre la corruption dans leurs activités
- Renforcement des institutions et des lois anti-corruption
- Suivi du secteur forestier
- Accroître la demande des citoyens pour l'intégrité et la redevabilité dans le secteur forestier

Recommandations

- La société civile a apprécié et a favorablement accueilli le programme sur l'intégrité de la gouvernance forestière, et demande à ce qu'un programme à long terme soit mis en place rapidement, en impliquant tous les acteurs qui sont tantôt victimes, tantôt acteurs, tantôt témoins de la corruption.
- Travailler avec d'autres organisations de gouvernance forestière pour développer des synergies et renforcer de façon holistique les systèmes d'intégrité nationaux.
- Utiliser une stratégie flexible qui comporte à la fois des objectifs à court terme qui peuvent avoir un impact rapidement et des objectifs à moyen et long terme pour contribuer au développement de mécanismes anti-corruption robustes.
- L'intégrité de la gouvernance des forêts ne peut se faire sans un fort engagement citoyen : une sensibilisation du public est nécessaire, notamment en utilisant les médias, pour que chacun prenne

conscience qu'il a un rôle à jouer et pour accroître la demande d'intégrité. Cela comprend des campagnes de sensibilisation, un travail avec les jeunes ainsi que des formations et de l'éducation à tous les niveaux

- Des alliances stratégiques avec les gouvernements doivent être formées
- TI devrait se fonder sur ce qui existe déjà et de renforcer ces initiatives, par exemple les stratégies anti-corruption nationales.
- TI doit travailler avec d'autres organisations, y compris les plateformes d'observateurs indépendants, de manière à les aider à prendre part à la lutte contre la corruption.
- Identifier des OSCs qui veulent devenir partenaires de TI et soutenir l'émergence de réseaux de telles organisations, et par là même renforcer leurs capacités
- Renforcer la capacité des agents en charge d'appliquer des sanctions
- Mettre en place des systèmes de dénonciation et informer sur les cas de corruption existant pour avoir un effet de dissuasion.
- Renforcement des lois, en particulier les lois d'accès à l'information
- Créer des bureaux locaux pour agir au niveau sous-national
- Récompenser les actes positifs en termes d'intégrité

Prochaines étapes

Le Programme FGI et Transparency International à travers ses sections nationales s'efforceront de transformer ces recommandations en initiatives concrètes. Il sera question de rechercher activement des partenaires, élaborer des propositions visant à collecter des fonds, et travailler en étroite collaboration avec les participants à l'atelier et d'autres dont l'objectif est de débarrasser la gestion des forêts de la corruption, renforcer l'intégrité, la transparence et la redevabilité dans la gouvernance forestière, dans la région Afrique centrale en particulier et dans le monde en général.

Liste des participants

Noms	Institutions
Adrien Kakula Diasokuta	Coordination nationale REDD (RDC)
Alain Bekolo Ngoumou	ADEBA
Alain Douglas Wandji	TI-Cameroon
Alain Pénelon	COMIFAC

Alphonse Muhindo	Réseau CREF (RDC)
Annie Engono	TI-C
Cao Hai Thanh	TI Programme Vietnam
Chantal Uwimana	TI-Secrétariat
Charles Nguini	Président TI-Cameroun
Cleto Ndiwmagewge	PFBC
Durrel Halleson	TI-C
Elie Olivier Ngoa	CTFC
Guy Landu Bikembo	Ministère de l'Environnement (RDC)
Henri Akagou Zedong	Ministère des Forêts Cameroun
Jacques Njououngue	TI-C
Jean Jacques Mathamale	CIEDD (RCA)
Joachim Kondi	Ministère de l'Environnement (RDC)
Lambert Ferry Langolo	CIERAD/Yokadouma
Lauren Williams	WRI
Lyne Ateba	TI-C
Manoj Nadkarni	TI-S
Marlène Buchy	Development Matters
Martial Nkolo	GIZ/ProPSFE
Michel Gary	TI-S
Miriam Badoux	TI-S
Paolo Cerutti	CIFOR
Paul Wamba	MINFOF (Ministère des Forêts-Cameroun)
Richelieu Zue Obame	Brainforest (Gabon)
Rodrigue Ngonzo	FODER
Samuel Assembe Mvondo	CIFOR
Sandrine Touko	TI-C
Serge Moukouri	REM (RDC)